

L'AGRICULTURE

ON DÉCRYPTE LES PROGRAMMES!

pistes seplidaires



EUROPE DIRECT

ÉLECTIONS EUROPÉENNES L'AGRICULTURE

La France insoumise: Mettre fin aux accords de libre-échange, notamment en stoppant les négociations avec le Mercosur. Interdire les glyphosates.





PS - Place publique: Refonder la PAC pour rémunérer l'emploi agricole, planifier la transition vers des pratiques agricoles respectueuses de la santé et de la biodiversité et instaurer des normes de production européennes sur les importations.

Les Écologistes:

La PAC devrait être basée sur une rémunération "à l'actif plutôt qu'à l'hectare", ce qui signifie moins d'aides aux grandes exploitations.

Renaissance - MODEM -Horizon - UDI - Parti radical :

Simplifier les procédures et harmoniser les contrôles liés à la PAC. Adopter un Egalim européen pour compléter la loi française et assurer des revenus aux agriculteurs français.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES L'AGRICULTURE

Les Républicains - Les Centristes : Augmenter le budget de la PAC (aide directes aux agriculteurs). Inclure des clauses miroirs dans les accords de libre-échange et garantir leur application. Prévoir des fonds européens pour l'autonomie énergétique des agriculteurs et le stockage du carbone dans les sols.





Rassemblement National: Mettre fin à la stratégie européenne "De la ferme à la Fourchette" et simplifier la perception de la PAC par les agriculteurs.

Reconquête : Remplacer l'objectif de verdissement par la souveraineté alimentaire dans la PAC et supprimer la conditionnalité des aides PAC au respect des nouvelles règles environnementales.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES L'AGRICULTURE

Nous avons choisi de présenter les 7 listes potentiellement créditées de 5% des suffrages selon la fondation IFRAP.

Retrouvez les programmes des 38 listes européennes sur :

programme-candidats.interieur.gouv.fr/

pistes seplidaires 🗀



Cette communication a été réalisée dans le cadre d'une action co-financée par l'Union européenne. Cependant, les positions et opinions exprimées n'appartiennent qu'aux auteurs et ne reflètent pas celles de l'UE ou des institutions européennes. Ni l'UE ni les institutions européennes ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues.